

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai déjà dit, mais puisque mon collègue fait allusion à une déclaration qu'aurait faite M. George Ball, il faudra que j'en prenne connaissance. Je n'en avais pas entendu parler.

L'hon. M. Churchill: Elle a paru dans le *Times* de Londres.

[Français]

LES POSTES

ALBERTA—ON VOUDRAIT CHANGER LES AFFICHES SUR UN BUREAU DE POSTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Postes.

Le ministre des Postes peut-il nous dire s'il est vrai qu'il a reçu des représentations de deux députés conservateurs de l'Alberta en vue de faire changer les plaques sur un bureau de poste en Alberta, pour indiquer que l'anglais a priorité sur la langue française?

M. l'Orateur: A l'ordre! Cette question n'est pas de nature urgente et est irrecevable dans le moment.

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, elle est de nature urgente dans ce sens que les plaques viennent juste d'être changées, et chaque jour qui passe les plaques sont encore telles qu'elles sont à l'heure actuelle, eh bien, cela dénote...

M. l'Orateur: A l'ordre! Elles pourront toujours être changées plus tard.

[Traduction]

LES CÉRÉALES

L'EXPÉDITION DE BLÉ À LA RUSSIE VIA LE PORT DE CHURCHILL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Simpson (Churchill): Je voudrais poser une question au ministre des Finances. Répondant hier à une question, il a mentionné que, dans le contrat signé par la Commission canadienne du blé et l'Union soviétique, il est prévu que des expéditions s'effectueront du port de Churchill, si l'URSS le désire. Le ministre peut-il dire si les autorités soviétiques ont été complètement informées des économies qu'elles pourraient réaliser en acceptant qu'une partie de ce blé soit expédiée du port de Churchill?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Oui, je puis assurer à mon honorable ami que nous favorisons tous beaucoup le port de Churchill.

M. Simpson: Monsieur l'Orateur, j'ai demandé si les Russes ont été informés des économies qu'ils pourraient réaliser.

L'hon. M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur, je puis aussi donner cette assurance au député.

M. Reynold Rapp (Humboldt-Melfort-Tisdale): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre des Finances ne prendrait-il pas les arrangements voulus pour que la délégation russe puisse visiter le port de Churchill en vue de pouvoir se rendre compte elle-même des avantages qu'il y aurait pour elle à accepter des expéditions de blé de ce port?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, nul doute que Votre Honneur a entendu la question.

LES ANCIENS COMBATTANTS

LA CLASSIFICATION COMME REVENU DES MAJORATIONS DES ALLOCATIONS PROVINCIALES DE BIEN-ÊTRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. A. MacLean (Queens): Je voudrais demander au ministre suppléant des Affaires des anciens combattants si ses fonctionnaires auraient informé des personnes titulaires d'allocations d'ancien combattant, surtout en fle du Prince-Édouard, que s'ils acceptaient toute hausse de leur assistance-vieillesse ou de quelque autre avantage social versé par le gouvernement provincial, le montant en serait considéré comme revenu entraînant une réduction équivalente dans leurs allocations d'anciens combattants.

L'hon. Léo Cadieux (ministre suppléant des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, puis-je considérer cette question comme préavis?

LE PÉTROLE

LA REVISION DE LA POLITIQUE NATIONALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. R. Ballard (Calgary-Sud): J'aimerais poser une question au ministre des Mines et des Relevés techniques. Nous dirait-il quand nous pouvons compter sur une déclaration de sa part au sujet de la mise au point de la politique nationale sur le pétrole? Nous dirait-il quels objectifs seront établis et dans quel délai ils devront être atteints?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Mines et des Relevés techniques): Cela nécessiterait un discours, monsieur l'Orateur.

LES FINANCES

L'ACHAT DE TITRES DE SOCIÉTÉS AMÉRICAINES AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Max Saltsman (Waterloo-Sud): J'aimerais poser au ministre des Finances une question au sujet d'une déclaration qu'il a faite